

La démentielle purge Fillon ? Demandez le programme ! Marine a toutes les chances de l'emporter face à ça [MAJ]

écrit par Christine Tasin | 28 novembre 2016

FAMILLE

- L'universalité des allocations familiales sera rétablie placées sous condition de ressources par la gauche
- Cette mesure s'accompagnera d'un relèvement du plafond du quotient familial de 1500 à 3000 euros.
- Le contrat de responsabilité parentale supprimé en janvier 2013 sera rétabli afin de permettre la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme et de comportements irrespectueux des valeurs de la République

Les 10 mesures de François Fillon pour redresser l'économie française

Le Figaro a extrait les grands thèmes de son programmes et les mesures phares.

<http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/dessous-chiffres/2016/11/27/29006-20161127ARTFIG00196-les-10-mesures-de-francois-fillon-pour-redresser-l-economie-francaise.php>

Captures d'écran ci-dessous, avec nos commentaires dessous :

FAMILLE

- L'universalité des allocations familiales sera rétablie placées sous condition de ressources par la gauche
- Cette mesure s'accompagnera d'un relèvement du plafond du quotient familial de 1500 à 3000 euros.
- Le contrat de responsabilité parentale supprimé en janvier 2013 sera rétabli afin de permettre la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme et de comportements irrespectueux des valeurs de la République

Sur ce chapitre, pas de désaccord, sauf qu'il manque quelque chose d'essentiel, que Fillon l'européiste est incapable de proposer, qui est la préférence nationale. **Il devient urgent de réserver nos prestations sociales à nos citoyens, mais Bruxelles ne le veut pas, mais Fillon ne le veut pas...**

EMPLOI

- Les allocations chômage seront plafonnées à 57 % du revenu de référence et dégressives au bout de 6 mois
- La formation professionnelle sera réformée en profondeur pour orienter les chômeurs vers des filières avec de réelles opportunités.
- Les entreprises seront totalement exonérées des charges sociales liées à l'embauche d'un jeune en alternance
- Le système des emplois aidés sera supprimé
- L'auto-entrepreneuriat sera encouragé, par la suppression notamment des contraintes législatives posées par la loi Pinel de janvier 2015 (obligation d'immatriculation et de stage préalable à l'installation). L'âge minimum pour devenir auto-entrepreneur sera ramené à 16 ans

Allocations dégressives au bout de 6 mois ? En période de plein emploi, cela constitue effectivement un encouragement à

chercher un emploi, en période de chômage de masse, c'est conduire les nôtres vers la misère. Vous mangez comment, vous payez votre loyer comment quand vous n'avez plus que 57% de vos revenus, qui passent progressivement, à 60, 50 voire moins ?

Quant aux auto-entrepreneurs qui font une concurrence déloyale aux chefs d'entreprise qui ont pignon sur rue, qui payent de grosses charges, des loyers, des formations... Un scandale de plus.

Cette décision est inacceptable, le gros problème ce sont ceux qui, parmi ceux qui sont au RSA, n'ont jamais cherché de travail. Et il y a un certain nombre d'immigrés parmi eux...

Le deuxième et véritable gros problème c'est le plombier polonais, c'est les centaines de milliers de clandestins qui font une concurrence déloyale aux nôtres...

Il devient urgent de fermer nos frontières, de dénoncer la directive « services » et le Traité de Lisbonne, de sortir de l'UE, mais Bruxelles ne le veut pas, mais Fillon ne le veut pas...

SOCIAL

- Le code du travail sera recentré sur les normes sociales fondamentales et le reste sera renvoyé aux accords d'entreprise
- Les salariés et chefs d'entreprise pourront négocier librement la durée de travail hebdomadaire (et donc le seuil de déclenchement des heures supplémentaires) dans la limite des 48 heures imposées par le droit européen
- En cas de blocage du dialogue social, le dernier mot sera donné aux salariés grâce au referendum d'entreprise
- La liberté de candidature au premier tour des élections professionnelles sera instituée pour mettre fin au monopole des organisations syndicales
- Le temps consacré à l'exercice du mandat de chaque représentant du personnel sera limité à 50% du temps de travail
- Un contrat de travail avec des modalités de rupture prédéfinies et progressives sera mis en place
- Le motif de réorganisation de l'entreprise sera introduit dans les procédures de licenciement collectif pour faciliter l'adaptation des entreprises à leur contexte concurrentiel

La concurrence libre et non faussée reconnue comme motif de licenciement... Et hop une délocalisation en Pologne ou au Maroc et toute une usine qui disparaît avec ses emplois d'un trait de plume. Et tout cela habillé du nom de « réorganisation de l'entreprise ».

Et pour éviter délocalisation et licenciements collectifs, on va pouvoir imposer aux salariés de travailler, vite et bien, toujours plus, toujours plus vite... jusqu'à 48 heures par semaine...

On sait que le chantage au chômage ça marche...

Et le code du travail qui explose, qui disparaît, remplacé par des accords d'entreprise, c'est la fin des garanties de chacun, c'est la fin de l'égalité de tous sur le territoire, c'est la disparition de la protection du travailleur, jeté dans le monde fou de la concurrence libre et non faussée pour le plus grand plaisir de Soros et des fonds de pension... Pour le plus grand plaisir des dictateurs mondialistes de Bruxelles et de Fillon.

On appréciera en passant que ces mesures fassent partie du domaine « social », trouvaille de Fillon ou du Figaro ?

FISCALITÉ

- L'impôt sur les sociétés sera diminué de 33,33% à 25%
- Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) sera transformé en baisse de charge définitive
- Les charges des entreprises seront allégées de 50 milliards d'euros. Cette mesure sera financée notamment par une hausse de la TVA de 2 points sur les taux : normal (20%) et intermédiaire (10%)
- L'enveloppe des aides fiscales et sociales destinées aux particuliers employeurs pour les emplois familiaux sera maintenue
- Les cotisations maladie salariales (5,5 milliards d'euros) seront supprimées, ce qui augmentera le salaire net de 0,75%, qui correspond au taux de cotisation actuel
- La fiscalité du capital sera refondée par le biais de l'instauration d'une taxe modérée sur tous les revenus du capital proche de 30%. Au diable les niches fiscales et les exonérations
- L'ISF sera supprimé
- L'imposition des donations sera réduite et le délai entre deux donations sera réduit de 15 à 10 ans
- Le prélèvement à la source sera abrogé

Baisse de l'imposition des donations... Pour favoriser qui, à votre avis ? L'ouvrier qui transmet sa maison Phenix à ses enfants sans que ces derniers ne soient obligés de la vendre ? C'est déjà le cas. Ici il s'agit bien entendu de préserver une caste, de permettre aux héritiers de continuer à exploiter leurs salariés en vivant de leurs rentes...

Suppression des cotisations maladie... Qui va payer ? L'employeur ou l'employé qui, de fait, ne cotisant plus, devra payer une assurance santé privée, comme le demande Bruxelles, afin de permettre une vraie concurrence ? Bref, il augmente de fait les salaires de 0,75 % pour permettre aux salariés de payer 2 ou 3 % aux assureurs privés...

L'ISF ? Réponse de notre contributeur Maxime : *L'ISF pour la majorité de ses assujettis représente quelques centaines d'euros. Quand vraiment on est très friqué, on rajoute un zéro, mais ceux pour qui ça coûte vraiment cher, ce sont les « mamie Shampooing » et consorts (comme disaient les Guignols du temps où je regardais). Ces gens là ne créent aucun emploi, ils ont hérité – regardez au passage l'histoire de leur famille pendant la guerre si vous voulez être un peu dégoûté aussi – et ils gèrent leur argent. Il faut arrêter de vouloir nous faire croire que ce sont les « Picsou » qui se baignent dans leur magot comme dans les dessins animés qui nous ont donné les bras, les jambes, les cerveaux... qui nous permettent de produire ou d'être utiles à la société plus généralement. Et quant à dire qu'ils consomment, ils consommeront toujours même une fois ponctionnés et avec le fric ponctionné, d'autres qui en ont plus besoin consommeront à leur place.*

Baisse des charges des entreprises ? Fort bien s'il s'agissait des PME, étranglées, or ce n'est pas le cas, une fois de plus ce sont les multinationales qui vont gagner... Et, surtout, c'est le salarié/consommateur qui va payer, avec une augmentation de la TVA... Bonjour les fins de mois.

Fillon l'ultra-libéral, Fillon l'homme de Juncker...

RETRAITES

- L'âge légal de la retraite sera relevé de 62 à 65 ans d'ici 2022
- Les régimes privés, publics et spéciaux seront harmonisés
- Une réforme qui met en place un étage de retraites par capitalisation, du type Perco ou Perp, pour apporter un complément au système par répartition sera mise en place

La totale. En période de chômage de masse, quand nos jeunes sont désespérés de ne pas trouver de travail, les vieux vont devoir gratter jusqu'à 65 ans, dans un pays comme la France, qui a les moyens d'offrir des conditions de vie et de travail correctes...

Bien entendu cela va de pair avec la baisse des cotisations retraite qui obligera chacun à épargner pour préparer sa retraite, retour au bon vieux bas de laine ? Non il faudra passer par des assureurs privés qui se serviront royalement en passant. Et en ces temps de vache maigre, de salaire minimum et de temps partiel imposé, sans parler des périodes de chômage c'est la perspective du retour au XIX ème siècle, à la misère noire pour les retraités tombant à la charge de leur famille ou dans la rue.

Quant aux fonctionnaires qui bénéficient du calcul de leur retraite sur leurs 6 derniers mois, ils passeront comme les salariés du privé au calcul en fonction des 25 meilleures années... Sacrée différence. J'entends déjà les enfumeurs parler d'égalité, de justice... l'égalité, la justice, c'est que toutes

les retraites soient calculées sur les 6 derniers mois de salaire, pas de prendre comme modèle le pire.

Le pire de la mondialisation ? C'est Fillon.

FONCTIONNAIRES

- Le nombre de fonctionnaires sera réduit de 500.000 en plusieurs années par l'augmentation du temps de travail (35 à 39 heures) et le non remplacement de départs à la retraite
- Un jour de carence sera rétabli dans la fonction publique
- Le recrutement de contractuels sera simplifié de façon à limiter les recrutements de fonctionnaires sous statut
- Les automatismes de déroulement de carrière qui plombent la masse salariale seront revus et une véritable politique salariale plus motivante sera appliquée

Chassez le serviteur de l'Etat, qui, parce que serviteur de l'Etat, peut faire son travail en toute indépendance sans avoir peur de se faire licencier pour activités politiques ou engagements associatifs.

Chassez le serviteur de l'Etat qui permet à tous d'avoir accès à l'école, à la santé, à la sécurité, bref qui permet l'égalité républicaine sur tout le territoire. Bonjour le contractuel corvéable à merci. Bonjour le remplacement du

Français qui, parce qu'il est français, peut seul devenir fonctionnaire et représenter l'Etat. Bonjour l'immigré parlant à peine français pour le remplacer dans nos écoles, hôpitaux, services administratifs, police, justice... C'est déjà en cours, avec Fillon ce sera généralisé.

Le paiement « au mérite » ? Qui va décider ? Imaginez le paiement des profs au mérite avec une Belkacem, le paiement des fonctionnaires dépendant d'El Khomry ou Cosse...

Elle est belle la vie promise par Fillon....

SANTÉ

- Les patients pourront choisir librement leur médecin et les professionnels auront la garantie de la liberté d'installation
- L'AME (Aide Médicale d'Etat), qui coûte près d'un milliard d'euros chaque année et qui constitue une incitation à l'immigration illégale, sera supprimée
- Le tiers payant obligatoire sera supprimé
- Les comptes de l'assurance maladie reviendront à l'équilibre en commençant par une économie de 20 milliards d'euros en cinq ans sur les dépenses de santé par le remboursement concentré sur les affections graves ou longue durée. Le virage ambulatoire sera accéléré
- Un dossier médical personnalisé sera mis en place pour éviter les actes redondants

Une bonne nouvelle, la suppression de l'AME... Sauf que la France sera condamnée par Bruxelles pour discrimination envers les étrangers... **Fillon se fout de nous.**

Avis à la population, ne seront plus pris en charge par l'assurance maladie que les longues et graves maladies. Fini le remboursement des médicaments pour angine et autres maladies « bénignes », les remboursements de radio ou de scanner pour une jambe cassée ou une hernie discale... Bref seuls les plus riches pourront, en cotisant, avoir une assurance maladie complémentaire qui les protège.

Fillon se fout de nous.

AGRICULTURE

- Un compte épargne aléas climatiques et économiques sera créé et pourra être alimenté librement dans la limite d'une année de récolte et sera utilisable en cas de pertes d'exploitation
- Toutes les normes françaises (sanitaires par exemple) ajoutées aux textes européens seront abrogées par ordonnance pour permettre aux agriculteurs de se libérer du carcan des normes
- La préférence communautaire sera appliquée systématiquement pour que l'Europe défende les agriculteurs européens
- Des programmes de recherche seront lancés pour favoriser l'innovation. Les agriculteurs pourront profiter des avantages du « crédit impôt recherche »

Hors de l'Europe pas de salut. Il ose abolir les normes françaises pour ne conserver que les normes européennes, celles qui font tant de dégâts... Rappelez-vous, entre autres, celles qui voudraient que l'on supprimât le fromage qui pue et que l'on interdise la vente de tomates anciennes ne faisant pas partie des listes européennes...

Avec Fillon les agriculteurs vont l'avoir encore plus dans le

COMPTES PUBLICS

- Les économies à réaliser sur un quinquennat s'élèveront à 100 milliards d'euros réparties ainsi : 30 milliards pour l'Etat, 20 milliards pour les collectivités locales, et 40 milliards pour la Sécurité sociale
- Les dépenses publiques n'augmenteront pas d'un euro sur cinq ans et passeront de 57% du PIB actuellement à moins de 50% en 2022
- Le retour à l'équilibre des finances publiques sera garanti d'ici 2022 mais pour y parvenir, François Fillon ne s'empêchera pas de prendre, en 2017, des libertés par rapport à l'objectif de 3% du PIB fixé par Bruxelles, et, en 2020, on sera sous la barre des 3% de déficit

Facile, ce sont les travailleurs qui vont payer le manque à

gagner. Le but non avoué est forcément d'obliger les Français à puiser dans leur bas de laine qui fait loucher les politiques. Un peuple qui a encore mis 103 milliards de côté en 2015 est un peuple qui ne se laissera pas faire, pas exterminer... ILS voudraient que l'on investît dans les actions, et les Français continuent d'utiliser la Caisse d'Épargne ? On va leur en faire passer l'envie.

Fillon l'exterminateur.

COLLECTIVITES

- Une prestation sociale unique permettant un meilleur contrôle de toutes les aides que nos départements administrent sera créée
- La gestion des CFA et des lycées professionnels sera confiée aux régions en associant étroitement les branches professionnelles
- La décentralisation dans laquelle l'Etat transfère des compétences aux collectivités territoriales mais continue à définir dans le détail les modalités d'exercices des compétences transférées n'aura plus lieu d'être
- Les communes gèreront la réforme des rythmes scolaires

Bref, il n'y a plus d'Etat, il n'y a plus de règle et de loi commune. Chacun se démerde et les régions qui devraient disparaître, parce qu'elles nous coûtent les yeux de la tête (en élus notamment) se retrouvent avec encore plus de

pouvoirs.

Fillon le destructeur de l'héritage jacobin.

Tout cela promet... Et cela ouvre un boulevard à Marine ou à la gauche...

Macron sera un bon concurrent aussi pour Fillon, ils jouent dans le même camp, même si l'un était ministre de Hollande et l'autre celui de Sarkozy, respectivement estampillés de gauche et de droite. Mais chacun sait que depuis plus de 40 ans il n'y a aucune différence. La vraie différence entre les candidats aux présidentielles c'est l'UE ou pas l'UE. Sortir de l'UE ou s'y enfoncer...

On vit une époque passionnante. Vas-y Marine, tu as un boulevard devant toi, entre l'UE, l'immigration et l'islamisation.